

DES RADICALITÉS CONCRÈTES POUR L'ÉCOSOCIALISME



LA GAUCHE PAR L'EXEMPLE

L'association des élu-e-s du Parti de Gauche et apparentés

www.lagaucheparl'exemple.fr

LA GAUCHE PAR L'EXEMPLE VOUS PRÉSENTE SA CONTRIBUTION AUX ASSISES DE L'ECOSOCIALISME ORGANISÉES PAR LE PARTI DE GAUCHE

Adoptée par le Conseil national de la Gauche par l'Exemple
le Samedi 24 Novembre 2012 à Chateldon (63)

Nous, élus du Parti de Gauche, sommes porteurs du projet écosocialiste du Parti de Gauche. Parce qu'il bouscule les traditions de gauche, et parce qu'il fait la synthèse du meilleur de cet héritage, l'écosocialisme apporte des réponses globales aux défis écologiques, mais aussi industriels, économiques et démocratique auxquels nous confronte le capitalisme.

La sauvegarde de l'écosystème indispensable à la vie humaine est incompatible avec la logique expansive et mortifère du système productiviste.

Il est urgent d'opposer au capitalisme un projet de société basé sur la répartition des richesses, la planification écologique, la refondation républicaine et laïque de l'Etat.

Seule une gauche qui ne se résigne pas, qui replace au premier plan l'intérêt général humain et la notion de bien commun, dont le projet écologique oblige à remettre en cause la logique de marchandisation, la brevetabilité du vivant et le pillage des ressources naturelles, est capable de rassembler sur un projet de société radicalement différent et qui se soustrait aux pressions des intérêts dominants.

L'écosocialisme propose ce nouveau modèle d'émancipation au service de l'humain, au service du bien-vivre, parce qu'il s'enracine dans le long terme, incompatible avec le court terme des appétits capitalistes. Tout cela nous devons le porter dans nos pratiques militantes et d'élus. Nous devons nous impliquer dans le développement d'alternatives, de radicalités concrètes qui laissent entrevoir cet autre monde.

C'est dans la vocation de la Gauche par l'Exemple que de donner des preuves dans nos responsabilités locales qu'il est possible d'organiser la bifurcation, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, échange et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique.

Nous devons imaginer un autre mode «d'habiter»,

ce qui implique une autre organisation spatiale urbaine et rurale, incluse dans le cadre du temps long auquel nous aspirons : ralentissons la ville ! Les temps de trajet entre domicile et travail, le temps que l'on consacre à la consommation, le temps passé à gagner sa vie pour ceux qui ont encore un emploi, tout ce temps aliénant réduit de manière dramatique le temps de l'émancipation, celui de la culture et de la vie sociale... bref de l'implication citoyenne hors de la domination consumériste.

L'urbanisme est le premier outil de planification pour stopper l'étalement urbain, destructeur de terres agricoles et naturelles, en réorganisant les agglomérations (villes et villages) de façon à réduire les temps de déplacements entre les différentes fonctions de la ville : le développement économique pour créer des emplois qui profiteront aux habitants ; l'habitat pour assumer et réaliser la mixité sociale notamment en respectant l'obligation des 20% de logements sociaux ; des services publics pour permettre l'accès aux biens communs ; l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs ; des espaces de nature préservés.

Cela suppose une nouvelle architecture des transports en commun, leur massification ainsi que la gratuité de ces déplacements pour inciter à ne plus utiliser sa voiture. Nous pouvons nous donner un objectif : pas plus de 15 min à pied, en vélo ou en transport en commun entre chaque fonction.

Densifier l'agglomération c'est se doter d'outils pour maîtriser le foncier, pour affecter les espaces au mieux de leurs caractéristiques aux diverses fonctions humaines et ne pas laisser s'organiser la spéculation des marchands de biens.

Densifier l'agglomération c'est lutter contre l'étalement urbain, et permettre, à la ville comme à la campagne, de protéger la biodiversité, de développer les circuits courts et l'autonomie alimentaire en favorisant une agriculture locale

paysanne et vivrière, y compris dans le cadre d'une association ou d'une régie publique de production agricole.

Densifier l'agglomération, c'est aussi organiser le retour de la nature en ville, préserver la biodiversité en revenant à des pratiques horticoles manuelles, abandonner les produits chimiques sur l'espace public, adopter le fauchage tardif et la gestion différenciée selon les usages, mener des actions de désobéissances, comme relayer les campagnes de l'association Kokopelli pour préserver le droit de semer librement des semences potagères et céréalières, de variétés anciennes ou modernes, libres de droits et reproductibles....

C'est ainsi que nous, citoyens du jardin planétaire, «concourrons au brassage planétaire», selon les termes de Gilles Clément.

Densifier l'agglomération c'est aussi déployer le service public, et des équipements publics de proximité : des crèches, y compris pour les salariés en horaires atypiques, un cinéma art et essai en régie publique, des médiathèques gratuites... Nous devons organiser l'appropriation collective des services publics et des biens communs essentiels à l'intérêt général en les retirant de la main des marchands, et en associant les citoyens à la prise de décisions. Les enjeux sont aussi ceux d'un aménagement équilibré du territoire qui permette le bien vivre aussi bien à la ville qu'à la campagne.

Nous devons organiser la prise de conscience des citoyens mais aussi des élus que la régie publique coûte moins cher, que ce soit en matière d'eau, de chauffage urbain ou de transport collectif, qu'elle est plus transparente et plus économe en ressources naturelles et qu'en maîtrisant ces filières, nous pouvons organiser une politique de gestion publique plus juste et plus écologique, y compris en définissant un niveau de gratuité pour l'indispensable à la vie.

Ainsi, à l'heure où les contrats de délégations arrivent à terme, nous avons engagé ce travail dans nos campagnes de retours en régie publique de l'eau. Il nous faut mettre à disposition l'expertise de nos élus, pour mettre en place des régies publiques qui impliquent les citoyens, pour construire une tarification qui permette la gratuité des 15 m³ par an et par personne au foyer, et la progressivité pour lutter contre les mésusages. Parce que « l'eau n'est d'aucune manière une marchandise mais l'égal de l'air et du rayon de soleil » selon les termes de Danielle Mitterrand nous réclavons que son accès soit gratuit pour les familles et coûteux pour son usage

commercial et professionnel. Il faut remettre en cause les captages gratuits pour les entreprises qui font du bénéfice avec une ressource gratuite dans la nature.

D'autres filières doivent nous permettre de faire cette démonstration, ainsi des expériences de régies publiques de chauffage urbain se mettent en place avec la géothermie. Cette dernière va faire baisser la facture de chauffage des usagers, et va permettre de maîtriser les réseaux pour moins de déperdition de chaleur et donc moins de gaz à effet de serre, par rapport à la gestion des grosses entreprises. Là aussi la gratuité des premiers KW peut s'appliquer.

Dans certains départements des syndicats publics de traitement et valorisation des déchets ménagers ont supplanté la gestion privée des mêmes grandes multinationales, moins chers pour l'utilisateur, plus écologiques et qui se sont dotés de la technicité nécessaire.

Un autre champ dans lequel nous devons organiser la déprivatisation c'est celui de la restauration collective, parce que l'assiette concentre toutes les problématiques sociales et écologiques que nous défendons : approvisionnement dans les filières locales biologiques, lutte contre la malbouffe, démarche pédagogique et participative avec les familles...

Ainsi l'accès à ces biens communs dans le cadre du service public est indissociable de la réflexion sur la gratuité. Gratuité des transports comme alternative au tout-voiture, gratuité des mètres cubes d'eau indispensables à la vie, gratuité de la restauration scolaire, des services funéraires, des équipements culturels... chaque bout de gratuité pose la question des usages et la définition de nos besoins mais aussi sur la redistribution des richesses par le service public.

L'économie sociale et solidaire représente une alternative pour relancer l'activité en sortant du mythe de la croissance économique à n'importe quel prix. Elle interroge sur l'utilité sociale de la production, son impact environnemental, et la démocratie sociale, c'est-à-dire la manière dont sont organisées les prises de décision dans l'entreprise et la société. En effet, l'économie sociale et solidaire, l'ESS, développe une autre logique, dans sa manière de produire, par la finalité de sa production et par l'organisation de la démocratie au sein de l'entreprise, par l'échelle des salaires dont les écarts sont limités de 1 à 5.

Les acteurs de l'ESS sont au service d'une économie plus durable, parce qu'au service des besoins et non pas à la merci des cours de la Bourse, ou

d'objectifs de rendement, d'intéressement ou de dividendes pour enrichir des actionnaires.

Alors finançons les acteurs ! Faisons les venir dans les bassins de vie dont nous avons la responsabilité, comme l'essaimage de la Coopérative d'Activités et d'Emplois afin de développer une alternative à l'auto-entrepreneuriat en permettant au travailleur d'être son propre « patron » tout en lui offrant un parcours sécurisé en étant salarié d'une entreprise collective.

Créons des ressourceries-recycleries et autres FABLABS pour sortir du gaspillage, de la société du tout-jetable, de l'obsolescence programmée et instaurons le droit à réparer et recycler, et réduire nos déchets. **Développons les expériences permettant la reconnaissance du droit de chiner et du droit à la biffe**, tels que les marchés du recyclage, les carrés des biffins, alternatives à la répression et chasse aux pauvres à l'encontre des travailleurs du recyclage.

L'ESS comme nouveau mode de développement participe directement de la relocalisation de l'économie que nous défendons.

Pour aller encore plus loin, c'est cette logique de relocalisation qui doit nous inciter à être les acteurs **de la mise en place d'une Monnaie complémentaire dans nos communes**. C'est un outil symbolique pour favoriser les échanges entre acteurs économiques locaux, renforcer l'esprit de coopération, et de solidarité et fidéliser une consommation locale.

Dès que nous le pouvons, nous devons agir sur le ressort du productivisme : le consumérisme alimenté par la publicité générant des besoins toujours nouveaux. **Nous pouvons agir dans nos règlements de publicité** pour, à défaut de l'interdire complètement, la limiter et la cantonner sur certains axes de l'espace public et pour l'activité locale. Nous pouvons refuser de donner des marchés de publicité à des grands groupes en échange de vélos, de panneaux d'affichage ou d'abris-bus, et faire autrement dans le cadre du service public.

Nous devons défendre l'instauration d'une réglementation nationale de la puissance des ondes électromagnétiques par l'adoption d'une loi qui

limite efficacement leur puissance à 0,6 volt/mètre, dans un intérêt de santé publique.

Les chartes élaborées par les municipalités n'ont aucune valeur juridique. Nous demandons la création d'un réseau unique de câblage en fibre optique sur l'ensemble du territoire, comme un réseau unique d'antennes. En attendant, le principe de précaution vaut bien mieux que la course à la connexion partout et tout le temps. **Ne sacrifions pas la santé publique au profit des lobbies puissants des opérateurs de la téléphonie mobile**, liés aux grands groupes de multinationales. Pour inverser les rapports de force, impulsions un grand débat démocratique.

Tout est question de choix politique. Donc de priorité. Cette ambition a pour condition l'éducation populaire. **Les élus, parce qu'ils sont militants, contribuent à la prise de conscience des enjeux par les citoyens de façon à s'approprier les ambitions collectives et prendre à bras-le-corps les contradictions pour les résoudre.**

Seule l'implication populaire peut répondre à cette exigence de débat et de confrontation, dans la proximité.

Notre conception de l'élu est aux antipodes de la culture dominante qui réclame des élus gestionnaires, à l'hyper technicité, et retranchés dans leur tour d'ivoire.

Notre première tâche est de nous rendre disponibles pour le débat citoyen, qui précède et conditionne l'émancipation et l'adhésion à un projet de société.

La tâche va être rude, dans un contexte d'austérité, où tout va être organisé pour contracter les dépenses publiques, y compris les finances locales. Dès lors, nous ne devons pas nous laisser contaminer par une gestion comptable de nos budgets ou nous laisser emprisonner dans des débats budgétaires seulement soucieux de préserver l'équilibre fabriqué par les agences de notation. **Présentons des contre-budgets dans lesquels nous déployons nos radicalités concrètes. Chiffrons-les, et apparaissions comme des élus, partisans de la sobriété, et intransigeants quand il s'agit du bien-vivre des citoyens.**

